



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/2001/NGO/88  
6 février 2001

Original: FRANCAIS

---

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-septième session  
Point 9 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES,  
OÙ QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE

Exposé écrit\*/ présenté par la Fédération internationale  
des ligues des droits de l'homme, organisation non gouvernementale  
dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[12 janvier 2001]

---

\*/ Exposé écrit publié tel quel, sans avoir été revu par les services d'édition.

La FIDH, conjointement avec l'organisation russe de défense des droits de l'Homme Mémorial, a mandaté en février 2000 une mission internationale d'enquête sur la situation des droits et libertés fondamentales résultant du conflit armé en Tchétchénie.

Le rapport publié en mars 2000 concluait à des violations flagrantes des droits de l'Homme et du droit international humanitaire par les troupes armées russes et qualifiait les faits incriminés de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Le rapport consacrait également une partie aux violations commises par les forces armées tchétchènes.

Six mois plus tard, la FIDH a mandaté une nouvelle mission internationale d'enquête visant à évaluer l'état des poursuites engagées contre les auteurs et les responsables des crimes commis durant la guerre en Tchétchénie, et analyser l'évolution de la situation des droits de l'Homme au regard, notamment, des exigences posées par la communauté internationale.

Plus d'un an après l'entrée des forces russes sur le territoire de la République de Tchétchénie en septembre 1999, la population civile continue d'être la première cible des opérations menées par les forces russes :

- Destructions de villes et de villages non justifiées par les exigences militaires.
- Attaques et bombardements de villes et de villages non défendus.
- Exécutions sommaires et assassinats.
- Tortures et mauvais traitements.
- Atteintes graves et intentionnelles à l'intégrité physique et à la santé de personnes ne participant pas directement aux hostilités.
- Attaques délibérées contre la population civile et contre les moyens de transport et personnel sanitaires.
- Arrestations et détentions arbitraires de civils.
- Pillages de biens privés.
- Extorsions de fonds
- Disparitions forcées

Les violations susmentionnées constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, en raison du caractère massif, généralisé et systématique, conformément aux définitions retenues par le droit international coutumier ainsi que par différents instruments internationaux.

La conduite des opérations militaires, la systématisation des arrestations arbitraires, des tortures, des extorsions de fonds et des exécutions sommaires au sein du système de filtration montrent que c'est bien l'ensemble de la population civile qui est visée, en ce qu'elle est toute entière assimilée aux " bandits " et aux " terroristes " contre lesquels les autorités russes prétendent lutter.

Les deux rapports ont pu attester la perpétration de violations des droits de l'Homme et du droit humanitaire international par les combattants tchétchènes. Figurent notamment :

- Mauvais traitements et exécutions de prisonniers de guerre,
- Attaques visant des membres de l'administration civile et meurtres,
- Absence de mesures suffisantes pour assurer la protection des civils et violences à l'encontre de la population civile.

La gravité des actes perpétrés par les combattants ne saurait en aucun cas être rapprochée des violations commises par les autorités russes tant ces dernières sont systématiques et massives.

Force est de constater que la Russie n'a rempli aucune des exigences posées par la communauté internationale depuis le début du conflit. Les appels au cessez-le-feu et à l'arrêt immédiat des opérations militaires russes lancés, de façon unanime, par les institutions internationales et régionales, n'ont eu aucune incidence sur le terrain. La demande expresse adressée aux autorités russes d'entamer un dialogue politique avec les représentants élus tchéchènes et de rechercher une solution politique est restée lettre morte. Le Président Poutine a imposé par décret la mise en place d'une " administration civile " et rejette régulièrement toute proposition de négociations avec le président tchéchène Aslan Maskhadov.

En matière de justice, l'engagement pris le 13 avril par V. Poutine d'enquêter sur toutes les atteintes aux droits de l'Homme commises dans la région du Caucase du Nord, quels qu'en soient les auteurs, et de traduire les coupables en justice n'est qu'une triste illusion :

- Le seul organe national habilité à mener des enquêtes est la procureure (civile et militaire) dont l'indépendance par rapport aux forces armées et au pouvoir politique peut être sérieusement mise en doute. En octobre 2000 la procureure n'avait instruit que 16 cas de crimes contre la population civile en Tchétchénie, dont 4 avaient été abandonnés pour amnistie;
- Le bureau de V. Kalamonov se contente d'enregistrer les plaintes des citoyens, son mandat n'est pas précis. Selon les informations de la FIDH aucune de ces plaintes n'ont été transmises à la procureure et ne peut lui-même saisir les tribunaux
- Les commissions parlementaires n'ont fait qu'organiser des auditions pour l'instant.

Concernant les mesures prises par les Nations Unies, Mary Robinson, Haut Commissaire aux droits de l'Homme des Nations Unies, a pu se rendre à l'invitation des autorités russes en Tchétchénie du 31 mars au 4 avril 2000.

La Commission des droits de l'Homme a adopté en 2000 à une large majorité, une résolution sur la "Situation dans la République de Tchétchénie de la Fédération de Russie" (E/CN.4/RES/2000/58). Cette résolution demande aux autorités russes de permettre à certaines procédures spéciales (notamment le Rapporteur spécial sur la torture, la Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ainsi que le Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question de personnes déplacées dans leur propre pays et le Représentant spécial du Secrétaire général chargé d'étudier l'impact des conflits armés sur les enfants) de se rendre en Tchétchénie.

Or, aucun des rapporteurs spéciaux de la Commission des droits de l'Homme des Nations Unies, qui ont fait une demande de visite conformément aux termes de la résolution n'a pu se rendre en Tchétchénie jusqu'à présent même si des invitations ont été adressées à deux d'entre eux.

La FIDH demande :

1. Aux autorités russes de :

- Engager un dialogue politique avec les autorités tchéchènes élues en vue que soit trouvée une issue politique et pacifique au conflit en Tchétchénie.

- Mettre immédiatement un terme aux actions militaires, aux bombardements indiscriminés, aux opérations de nettoyage, et à toutes formes de persécution physique et psychologique
- Mettre fin aux arrestations arbitraires, aux tortures et traitements cruels, inhumains ou dégradants et aux viols, commis en particulier dans le cadre du système de filtration, fournir de toute urgence la liste de tous les lieux de détention, fournir une liste complète de toutes les personnes détenues dans ces centres, et procéder à leur libération immédiate, garantir aux autres personnes détenues le droit à un procès juste et équitable et le respect de leur intégrité physique et mentale et ouvrir immédiatement une enquête indépendante et impartiale sur tous les cas de personnes disparues.
- Poursuivre tous les auteurs, quels qu'ils soient, des violations des droits de l'Homme et du droit humanitaire international perpétrés en Tchétchénie
- Apporter un entier soutien aux enquêtes internationales portant sur les cas de violations des droits de l'Homme et, notamment, inviter les Rapporteurs Spéciaux de la Commission des droits de l'Homme des Nations Unies.
- Assurer des conditions de vie suffisantes à toutes les personnes déplacées tant à l'intérieur de la Tchétchénie qu'en Ingouchie et dans le reste de la Fédération.
- Accorder un libre accès aux médias indépendants et aux ONG de droits de l'Homme et humanitaires.

## 2. Aux autorités tchétchènes de :

- Engager un dialogue politique avec les plus hautes autorités russes afin que soit trouvée une issue politique et pacifique au conflit en Tchétchénie.
- Faire cesser toutes formes de violence y compris les attaques et meurtres à l'encontre de la population civile et ne mener aucun acte de représailles à leur encontre
- Garantir le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de tous les prisonniers de guerre
- Assurer que la justice est rendue conformément aux normes internationales applicables en la matière et notamment assurer que des châtiments corporels et la peine de mort ne puissent être en aucun cas appliqués.
- Condamner fermement les attentats suicides, les prises d'otages organisées sur le territoire de la Tchétchénie et tout mettre en oeuvre afin que toutes les personnes retenues soient immédiatement relâchées.
- Assurer la sécurité des médias et des ONG de droits de l'Homme et humanitaires sur le territoire tchétchène.
- Apporter un entier soutien à toute enquête internationale portant sur les cas de violations des droits de l'Homme.

3. Au Haut Commissaire aux droits de l'Homme de se rendre en Tchétchénie dans les délais les plus brefs faisant suite à sa visite précédente dans la région, d'en faire rapport à la présente session de la Commission et de saisir le Secrétaire général des Nations unies afin que conformément à l'article 99 de la Charte des Nations unies il mette la question de la Tchétchénie sur l'agenda du Conseil de Sécurité.

4. A la Commission des droits de l'Homme d'adopter une résolution sur la situation des droits de l'Homme dans la République de Tchétchénie de la Fédération de Russie qui :

- condamne fermement la poursuite des violations des droits de l'homme perpétrées à l'encontre de la population civile par les forces armées russes et le système d'impunité dont bénéficient les auteurs et les responsables de ces crimes.

- prend acte que le conflit en Tchétchénie constitue une crise humanitaire majeure qui menace la paix et l'équilibre régional.
- condamne le fait que la Russie n'a rempli aucune des exigences en matière de droits de l'Homme posées, depuis plus d'un an, par la communauté internationale y compris celles de la Commission des droits de l'Homme.
- compte tenu de la gravité de la situation exige des autorités russes qu'elles facilitent l'accès en Tchétchénie d'une Commission internationale d'enquête, composée notamment des procédures spéciales de la Commission afin qu'elle établisse les faits et les responsabilités des exactions commises en Tchétchénie et d'en faire rapport à la Commission.

-----